

Questions orales

précédente selon laquelle il y aurait en 1975 un minimum de 210,000 mises en chantier?

M. Danson: Monsieur l'Orateur, je devrais signaler, je pense, que de tout le budget, les crédits destinés au logement constituent le poste le plus élevé pour cette année . . .

Des voix: Bravo!

M. Danson: . . . outre les postes non budgétaires fort importants et l'augmentation de la subvention. J'espère toujours que nous aurons au minimum 210,000 mises en chantier, mais il sera peut-être très difficile d'atteindre cet objectif. J'espère que le programme de subsides fonctionnera pour le mieux, mais, dans les circonstances actuelles, je ne veux pas perdre de vue cet objectif. Il sera certes difficile à réaliser, mais, comme le gouvernement, je tiens mes visées hautes, et j'espère que nous atteindrons notre objectif.

Des voix: Bravo!

* * *

[Français]

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

L'ENLÈVEMENT DE MME BLANCHET À SHERBROOKE—
DEMANDE D'AIDE À LA GRC

M. Irénée Pelletier (Sherbrooke): Monsieur le président, je désire poser une question au solliciteur général.

A la suite de l'enlèvement de M^{me} Blanchet hier à Sherbrooke, où les ravisseurs exigent une rançon d'un million de dollars, le solliciteur général pourrait-il assurer la Chambre et la population de l'Estrie que la Gendarmerie Royale du Canada apportera sa collaboration aux autres corps policiers de la région, afin de retrouver M^{me} Blanchet?

[Traduction]

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Ordinairement, monsieur l'Orateur, cette affaire relèverait des forces policières du Québec mais si elles en saisissaient la GRC, la police fédérale serait heureuse de collaborer.

* * *

L'IMPÔT SUR LE REVENU

LES BÉNÉFICIAIRES DE DÉGRÈVEMENTS RELATIFS À
L'ACHAT D'ESSENCE ET LE REMBOURSEMENT DE LA
NOUVELLE TAXE D'ACCISE

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre du Revenu national. Pourrait-il confirmer la déclaration d'un porteparole de son ministère selon laquelle tous ceux qui peuvent déduire l'essence qu'ils achètent de leurs impôts sur le revenu auront aussi droit à un remboursement de la taxe d'accise de dix cents le gallon?

L'hon. Ron Basford (ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, ceux qui auront droit à un remboursement seront régis par le projet de loi qui doit être déposé sous peu.

[Mlle MacDonald.]

M. Orlikow: Cela veut-il dire qu'un médecin, un avocat ou un homme d'affaires à son compte pourront obtenir un remboursement, alors que le salarié qui doit parcourir de 20 à 30 milles pour se rendre au travail et autant pour en revenir et qui n'a droit à aucune déduction de frais de déplacement ne pourra recevoir ce remboursement sur la taxe d'accise?

M. l'Orateur: Je reconnais, comme tous les députés, j'en suis sûr, l'importance et la portée de la question. Il n'en demeure pas moins, cependant, que ce que veut connaître le député, c'est l'opinion du ministre sur ce qu'il y aura dans le bill.

Des voix: Oh, oh!

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'ANNONCE PARUE DANS LE «GLOBE AND MAIL» AU SUJET DE
LA VENTE D'UN RÉACTEUR NUCLÉAIRE À L'ARGENTINE—
DEMANDE D'EXPLICATIONS

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a dit il y a deux minutes que le Canada n'avait pas vendu de réacteur atomique à l'Argentine. Comment explique-t-il alors l'annonce que la Commission de l'énergie atomique du Canada a fait paraître dans le *Globe and Mail* du samedi 21 juin et qui dit entre autres ceci:

L'Énergie atomique du Canada limitée (EACL) construit en collaboration une centrale atomique dans la province de Cordoba, en Argentine, et elle recrute actuellement les ingénieurs professionnels et le personnel de soutien en génie que voici:

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je m'excuse pour les termes que j'ai pu employer. Je ferais peut-être bien d'expliquer que le contrat ne sera signé qu'à condition d'avoir les garanties nécessaires.

Des voix: Oh, oh!

* * *

LES POSTES

LA POSSIBILITÉ DE RAJUSTEMENT DES CLAUSES
CONTRACTUELLES DES FACTEURS RURAUX À LA SUITE DES
MESURES BUDGÉTAIRES

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Postes et elle n'est pas sans rapport avec une question posée par le député de Winnipeg-Nord. Procédera-t-on à un rajustement des conventions collectives des facteurs ruraux auxquelles le budget de lundi dernier a porté un dur coup?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, ces contrats de travail sont à l'étude à la lumière des dépenses imprévues . . .

M. Fairweather: En tant que membre du Cabinet, vous auriez pu prévoir ces dépenses.

M. Mackasey: . . . qui se présentent parfois et dont nous aimerions tenir compte.